



**Rapport sur les Orientations Budgétaires  
2018**

*Présenté en comité syndical le 31 janvier 2018  
par Michel CAILLOT, Président du SITE*

# **A - PREAMBULE**

## **A.1 - Aspects réglementaires**

### **Article L2312-1 du Code Général des Collectivités territoriales (modifié par la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 article 107)**

*Le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal.*

*Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.*

*Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret.*

*Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes de 3 500 habitants et plus.*

### **Article L5211-6 du Code Général des Collectivités Territoriales (modifié par la Lois n°2015-991 du 7 août 2015 article 107)**

*Sous réserve des dispositions qui leur sont propres, les dispositions du livre III de la deuxième partie sont applicables aux établissements publics de coopération intercommunale*

*Toutefois, les articles L. 2312-1 et L. 2313-1 ne s'appliquent qu'aux établissements publics de coopération intercommunale qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus. Lorsque l'établissement public de coopération intercommunale compte plus de 10 000 habitants et comprend au moins une commune de 3 500 habitants et plus, le rapport sur les orientations budgétaires prévu au deuxième alinéa de l'article L. 2312-1 comporte la présentation mentionnée au troisième alinéa du même article L. 2312-1. Ce rapport est obligatoirement transmis aux communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale.*

*Les lieux de mise à la disposition du public sont le siège de l'établissement et les mairies des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale.*

### **Article D2312-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (créé par le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 article 1)**

*A.- Le rapport prévu à l'article L. 2312-1 comporte les informations suivantes :*

- 1° Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre.*
- 2° La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.*
- 3° Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.*

*Les orientations visées aux 1°, 2° et 3° devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau*

*d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.*

*B.- Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport prévu au troisième alinéa de l'article L. 2312-1, présenté par le maire au conseil municipal, comporte, au titre de l'exercice en cours, ou, le cas échéant, du dernier exercice connu, les informations relatives :*

*1°A la structure des effectifs ;*

*2° Aux dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature ;*

*3°A la durée effective du travail dans la commune.*

*Il présente en outre l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.*

*Ce rapport peut détailler la démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines de la commune.*

*Ce rapport peut s'appuyer sur les informations contenues dans le rapport sur l'état de la collectivité prévu au dixième alinéa de l'article 33 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

*C.-Le rapport prévu à l'article L. 2312-1 est transmis par la commune au président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre dans un délai de quinze jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante. Il est mis à la disposition du public à l'hôtel de ville, dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire. Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen.*

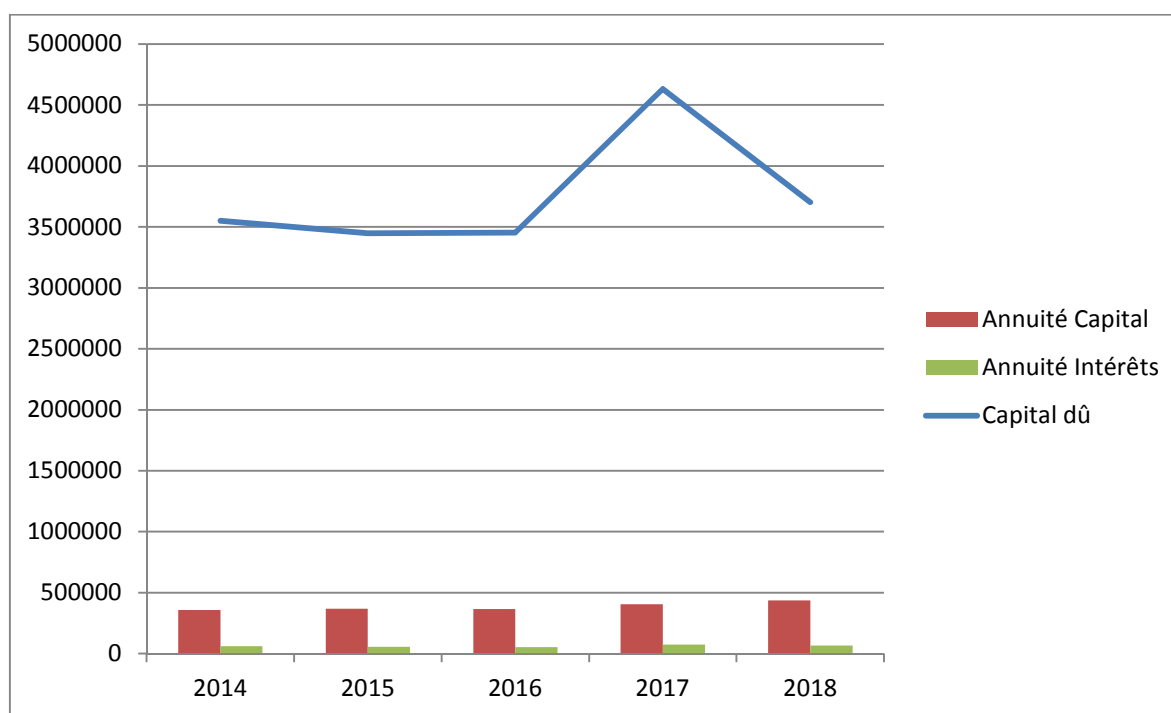
## **A.2 - Contexte**

En raison de la Loi NOTRe et de la modification du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale, le présent rapport est établi en fonction de la situation territoriale actuellement actée. Le Syndicat ne peut extrapoler sur les éventuelles modifications de collectivités, de périmètres et de compétences.

## **B – STRUCTURE ET GESTION DE LA DETTE**

### **B.1 – Evolution pluriannuelle de la dette**

<b>Exercice</b>	<b>Capital restant dû</b>	<b>Annuité Capital</b>	<b>Annuité intérêts</b>
2014	3 549 222 €	359 305 €	61 285 €
2015	3 446 916 €	368 375 €	57 205 €
2016	3 453 135 €	365 619 €	52 998 €
2017	4 631 146 €	405 714 €	73 945 €
2018	3 702 361 €	436 271 €	66 701 €



L'augmentation du capital restant dû et des annuités en 2017 correspond aux emprunts transférés dans le cadre de l'adhésion des communes de Cambremer et Saint Laurent du Mont, ainsi que 4 nouveaux emprunts contractés par le SITE auprès de l'Agence de l'Eau (Avances à taux 0%)

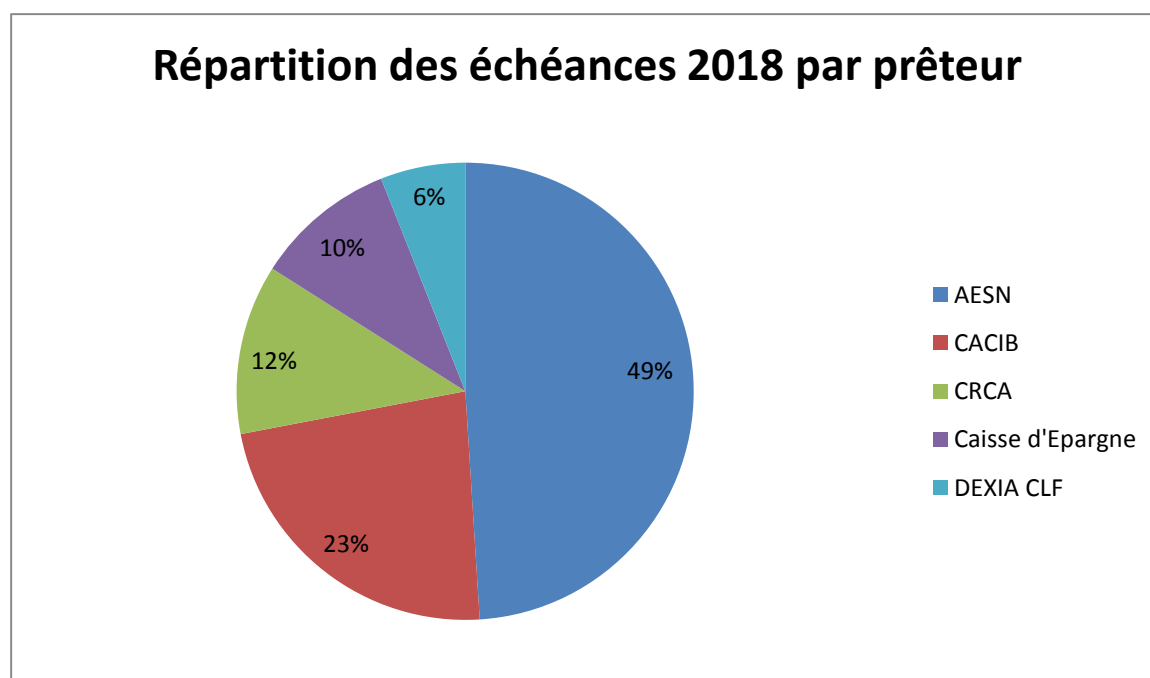
## **B.2 – Structure de la dette au 1<sup>er</sup> janvier 2018**

Capital emprunté = 6 046 945 €

Capital restant dû au 1er janvier 2018 = 3 702 361 €

Nombres d'emprunts : 58

- 45 conventions d'aides auprès de l'Agence de l'eau
- 13 emprunts bancaires



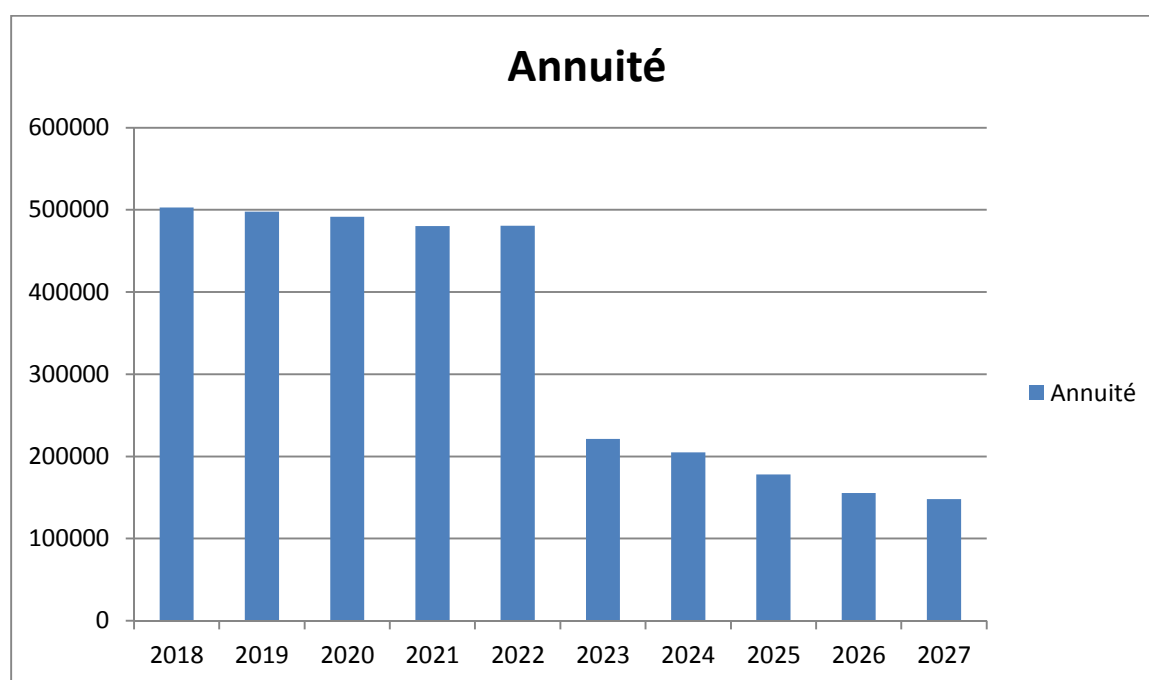
### **Les Avances AESN**

Les avances AESN sont automatiquement versées lors des demandes de subventions. Les durées de remboursement sont de 12, 15 et 20 ans. Le taux est fixé à 0%.

L'ensemble de ces avances représente un capital restant dû au 1<sup>er</sup> janvier 2018 de 1 722 120 €.

Les emprunts bancaires

Etablissement bancaire	Objet	Capital emprunté	Capital restant dû	Dernière échéance	Taux
CACIB	STEP Lisieux	1 056 000 €	593 000 €	2022	1.75 %
Caisse d'Epargne	SIVULPA Lagune	60 000 €	31 780 €	2022	4.41 %
Caisse d'Epargne	SIVULPA Croix Pierre	200 000 €	107 393 €	2025	2.65 %
Caisse d'Epargne	SICTEC Réseaux	350 000 €	302 742 €	2034	3.78 %
CRCA	SICEVO Tranche 4	156 600 €	135 087 €	2039	5.36 %
CRCA	SICEVO Tranche 4	240 000 €	200 386 €	2038	4.98 %
CRCA	Courtonne la Meurdrac	100 000 €	84 941 €	2040	3.46 %
CRCA	SIVULPA Bosquetterie	80 000 €	16 126 €	2019	5.14 %
CRCA	SICTEC Réseaux	200 000 €	160 394 €	2032	4.78 %
CRCA	SICTEC Station	130 000 €	118 735 €	2039	2.79 %
DEXIA CLF	SICEVO Tranche 1	175 000 €	87 925 €	2026	3.50 %
DEXIA CLF	SICEVO Tranche 2	175 000 €	136 923 €	2037	4.41 %
DEXIA CLF	St Cyr du Ronceray	50 000 €	4 809 €	2018	5.06 %



A partir de l'exercice 2023, la fin de remboursement de l'emprunt contracté auprès de CACIB pour le financement de la station d'épuration de Lisieux modifiera profondément notre profil de dette.

## **C – STRUCTURE ET GESTION DES EFFECTIFS**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, 15 agents (14.3 équivalents temps plein) sont répartis dans les 3 services.

\*ETP = Equivalent Temps Plein

- \* FPT = Titulaire Fonction Publique Territoriale

<b>Budget Principal</b>						
Catégorie	Grade	Poste	Statut	Effectif	ETP	Total ETP
A	Ingénieur Principal	Direction	FPT	1	1	<b>2.3</b>
C	Adjoint Principal	Comptabilité et secrétariat	FPT	1	1	
C	Adjoint Principal	Secrétariat et Urbanisme	FPT	1	0.3	
<b>Budget SPANC</b>						
Catégorie	Grade	Poste	Statut	Effectif	ETP	Total ETP
B	Technicien Principal	Responsable Service	FPT	1	1	<b>5</b>
B	Technicien Principal	Agent Contrôle et secrétariat	FPT	1	1	
C	Agent Maîtrise	Agent Contrôle	FPT	1	1	
C	Adjoint technique	Agent Contrôle	FPT	1	1	
C	Adjoint technique	Agent Contrôle	Contrat Public	1	1	
<b>Budget Réseaux et Stations</b>						
Catégorie	Grade	Poste	Statut	Effectif	ETP	Total ETP
B	Technicien Principal	Laboratoire et Qualité	FPT	1	1	<b>7</b>
B	Technicien	Exploitation Stations	FPT	1	1	
C	Agent Maîtrise	Electromécanique	FPT	1	1	
C	Adjoint Technique	Plomberie	FPT	1	1	
C	Adjoint Technique	Agent Contrôle Branchements	FPT	1	1	
C	Adjoint Technique	Stations extérieures	FPT	2	2	
<b>TOTAL EFFECTIFS</b>						<b>14.3</b>

## Bases de rémunération

Catégorie	Grade	Indice Majoré	Bonification Indiciaire
A	Ingénieur Principal	591	15 points
B	Technicien Principal 1 <sup>e</sup> classe	480	
B	Technicien Principal 1 <sup>e</sup> classe	417	13 points
B	Technicien Principal 2 <sup>e</sup> classe	373	10 points
B	Technicien	394	
C	Agent de maîtrise Principal	388	
C	Agent de maîtrise	329	
C	Adjoint administratif Principal 1 <sup>e</sup> classe	400	10 points
C	Adjoint administratif Principal 2 <sup>e</sup> classe	364	10 points
C	Adjoint technique Principal 2 <sup>e</sup> classe	350	
C	Adjoint technique	328	
C	Adjoint technique	327	
C	Adjoint technique	326	
C	Adjoint technique	326	
C	Adjoint technique	325	

## Masse salariale 2017

524 974 €		
Budget principal	Budget SPANC	Budget Réseaux Stations
126 182 €	160 906 €	237 886 €

Élément de salaire	Montant annuel 2017
Traitement brut indiciaire	295 963 €
Bonification indiciaire	2 884 €
Indemnité de résidence	2 869 €
Supplément familial	8 237€
Régime indemnitaire	52 399 €
Autres primes et astreintes	16 817 €
Participation Mutuelles	1 480 €
Charges patronales	144 325 €
<b>TOTAL</b>	<b>524 974 €</b>



## **D – LES BUDGETS**

L'ensemble des budgets du syndicat représente une masse budgétaire de l'ordre de 6 700 000 € répartie sur 4 budgets.

Les comptes administratifs 2017 sont donnés à titre provisoire au 31 décembre 2017 (journée complémentaire non comprise).

La reprise de la gestion directe des réseaux au 1<sup>er</sup> octobre 2018 (fin de la Délégation de Service Public avec VEOLIA Eau), aura une influence sur les budgets 2018.

### **D.1 – Budget Principal**

#### **D1.a - Présentation**

Le Budget Principal représente 3% des finances.

- Dépenses : Frais généraux et frais administratifs
- Recettes : Participation des budgets annexes « SPANC » et « Réseaux et Stations »

#### **D1b - Evolutions (Comptes administratifs 2012-2017)**

DEPENSES (en €)	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Equipement	0	6 256	2 842	9 422	24 751	4 549
<b>TOTAL Investissement</b>	<b>0</b>	<b>6 256</b>	<b>2 842</b>	<b>9 422</b>	<b>24 751</b>	<b>4 549</b>
Charges Générales	46 663	45 744	49 574	50 970	53 900	68 475
Charges de Personnel	110 576	114 870	131 806	113 330	128 447	132 183
Autres charges	12 086	9 616	13 630	12 135	12 188	14 288
<b>TOTAL Charges réelles</b>	<b>169 325</b>	<b>170 230</b>	<b>195 010</b>	<b>176 435</b>	<b>194 535</b>	<b>214 946</b>
Amortissements	6 273	3 075	2 283	2 718	6 255	11 778
<b>TOTAL Exploitation</b>	<b>175 598</b>	<b>173 305</b>	<b>197 293</b>	<b>179 153</b>	<b>200 790</b>	<b>226 724</b>

RESULTAT (en €)	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Résultat d'Investissement NET	7 505	-2 942	-559	-5 734	-18 496	14 399
<b>Résultat d'Investissement CUMULE</b>	<b>23 464</b>	<b>20 522</b>	<b>19 963</b>	<b>14 228</b>	<b>-2 785 *</b>	<b>11 614</b>
Résultat d'exploitation NET	6 044	-4 219	9 246	-10 665	-1 352	-10 753
<b>Résultat d'Exploitation CUMULE</b>	<b>23 283</b>	<b>19 064</b>	<b>28 310</b>	<b>17 645</b>	<b>19 909 *</b>	<b>9 156</b>

\* Pour l'exercice 2016, les résultats cumulés incluent les résultats cumulés du SITE de l'exercice précédent mais aussi les résultats de clôtures du SIVULPA (Communes de La

*Boissière, La Houblonnière et Le Pré d'Auge) au 1<sup>er</sup> janvier 2016, date de leur adhésion au SITE.*

### **D1c - Orientations budgétaires 2018**

La reprise de la gestion directe des réseaux aura probablement une incidence sur les frais généraux (Assurances, communication ...)

## **D.2 – Budget annexe « Eaux Pluviales »**

Le Budget annexe « Eaux Pluviales » représente 1% des finances. Ces charges sont normalement affectées au budget général des communes.

Il correspond à la prestation d'entretien des réseaux d'eaux pluviales réalisée par VEOLIA Eau conformément à une prestation de service conclue dans le cadre de la Délégation de Service Public qui prendra fin au 30 septembre 2018

La totalité de cette prestation est refacturée aux 9 collectivités concernées par cette compétence, au prorata des linéaires de réseaux d'Eaux Pluviales et équipements annexes (grilles, avaloirs).

Les modalités de comptabilité étant différentes entre la gestion des eaux usées (M49) et celle des eaux pluviales (M14), le financement de ce budget devra être revu. Aussi, nous serons dans l'obligation de rétrocéder cette compétence aux communes concernées à l'échéance du contrat de Délégation de Service Public.

## **D.3 – Budget annexe « SPANC »**

### **D1.a - Présentation**

Le Budget annexe « SPANC » représente 6% des finances.

Le Service étant assujetti à la TVA, le budget est voté Hors Taxes.

- Dépenses : Frais de fonctionnement du service
- Recettes : Taxes et redevances, subventions

**D1b - Evolutions (Comptes administratifs 2012-2017)**

DEPENSES (en €)	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Equipement	6 480	0	0	28 732	73 093	37 347
<b>TOTAL Charges réelles</b>	<b>6 480</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>28 732</b>	<b>73 093</b>	<b>37 347</b>
Reprises subventions	0	0	0	0	3 548	3 548
<b>TOTAL Investissement</b>	<b>6 480</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>28 732</b>	<b>76 641</b>	<b>40 895</b>
Charges Générales	9 832	9 898	14 204	12 019	11 239	8 633
Charges de Personnel	108 805	113 385	121 611	135 219	138 775	160 904
Autres charges	54 050	50 720	62 339	73 152	91 292	98 086
<b>TOTAL Charges réelles</b>	<b>172 687</b>	<b>174 003</b>	<b>198 154</b>	<b>220 390</b>	<b>241 306</b>	<b>267 623</b>
Charges exceptionnelles	725	682	500	1 872	1 736	3 031
Amortissements	6 837	7 899	7 343	2 427	14 315	24 292
<b>TOTAL Exploitation</b>	<b>180 249</b>	<b>182 584</b>	<b>205 997</b>	<b>224 689</b>	<b>257 357</b>	<b>294 946</b>

RECETTES (en €)	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Taxes et Redevances	174 658	194 162	197 665	204 383	228 427	222 428
Pénalités	6 496	4 140	5 160	5 340	5 160	5 520
Subventions	22 573	0	0	18 065	0	1 320
Rbsmt Chrg Personnel	7 614	9 101	8 898	7 620	0	0
Recettes exception.	0	0	0	700	330	5 318
<b>TOTAL Recettes réelles</b>	<b>211 341</b>	<b>207 403</b>	<b>211 723</b>	<b>236 108</b>	<b>233 917</b>	<b>234 586</b>
Reprises Subventions	0	0	0	0	3 548	3 548
<b>TOTAL Exploitation</b>	<b>211 341</b>	<b>207 403</b>	<b>211 723</b>	<b>236 108</b>	<b>237 465</b>	<b>238 134</b>

**Répartition 2017 des taxes et redevances**

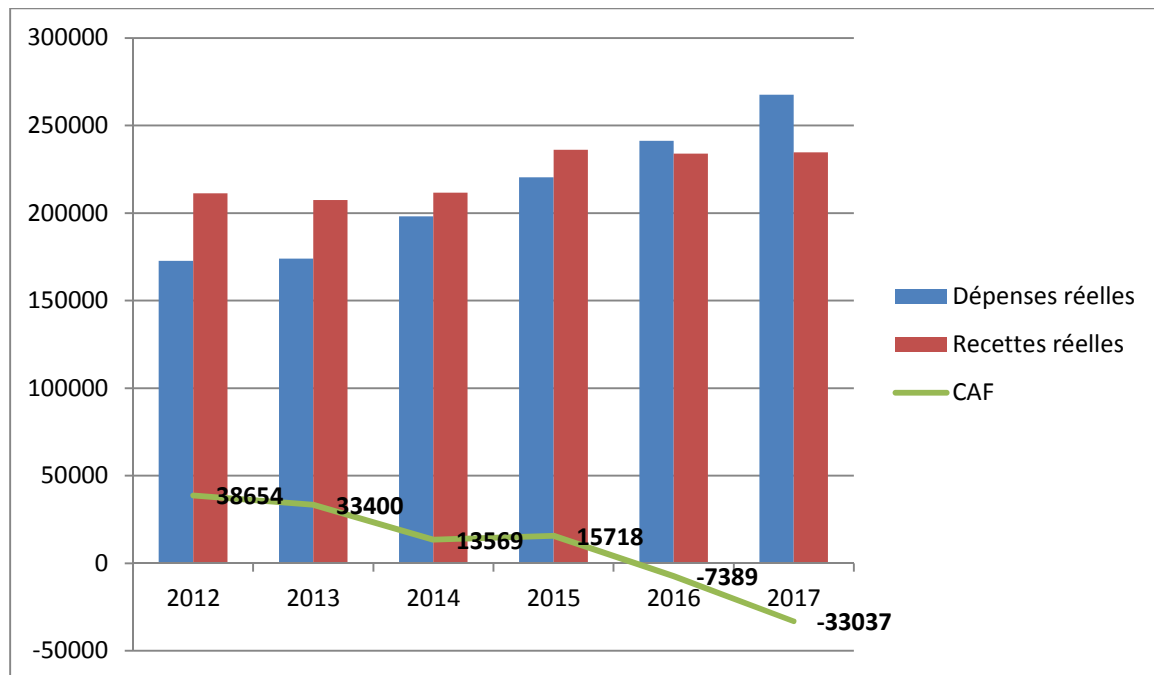
Redevance 2017 = 203 442 €

Contrôles	Quantités	Tarif unitaire HT	Recette HT 2017
Diagnostic initial	66	46 €	3 036 €
Contrôle conception	27	40 €	1 080 €
Contrôle exécution	18	70 €	1 260 €
Contrôle PC antérieur	30	100.33 €	3 009.90 €
Contrôle Mutation	106	100 €	10 600 €

RESULTAT (en €)	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Résultat NET d'Investissement	5 080	7 899	7 343	-26 305	-62 326	-16 604
<b>Résultat d'Investissmt CUMULE</b>	<b>151 144</b>	<b>159 044</b>	<b>166 386</b>	<b>140 081</b>	<b>83 396 *</b>	<b>66 792</b>
Résultat NET d'exploitation	31 092	24 818	5 725	11 418	-19 891	-56 811
<b>Résultat d'Exploitation CUMULE</b>	<b>64 597</b>	<b>89 415</b>	<b>95 140</b>	<b>106 558</b>	<b>110 838 *</b>	<b>54 027</b>

\* Pour l'exercice 2016, les résultats cumulés incluent les résultats cumulés du SITE de l'exercice précédent mais aussi les résultats de clôtures du SIVULPA (Communes de La

*Boissière, La Houblonnière et Le Pré d'Auge) au 1<sup>er</sup> janvier 2016, date de leur adhésion au SITE.*



### **D1c - Orientations budgétaires 2018**

- Création de deux postes d'agents de contrôle ANC
- Aménagement de bureaux
- Achat de postes informatiques

## **D.4 – Budget annexe « Réseaux et Stations »**

### **D1a - Présentation**

Le Budget annexe « Réseaux et Stations » représente 90% des finances.

Le Service étant assujetti à la TVA, le budget est voté Hors Taxes.

- Dépenses : Frais d'entretien et d'investissement des stations d'épuration et des réseaux d'eaux usées
- Recettes : Redevance, primes et subventions

**D1b - Evolutions (Comptes administratifs 2012-2017)**

A compter de l'exercice 2016, les montants budgétaires s'entendent HT.

<b>INVESTISSEMENT</b>						
<b>DEPENSES (en €)</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
Etudes	16 299	0	25 408	0	0	0
Equipements (step)	62 632	52 824	43 674	229 822	326 350	365 720
Travaux (réseaux)	2 037 570	1 678 037	1 155 904	440 149	831 823	300 959
Emprunts (Capital)	462 605	465 763	323 770	332 031	351 597	405 714
Rbsmt Subventions	0	0	0	0	0	5 429
Opérations d'ordres	768 375	707 644	590 028	464 384	418 250	520 132
<b>TOTAL Dépenses</b>	<b>3 347 481</b>	<b>2 904 268</b>	<b>2 138 784</b>	<b>1 466 386</b>	<b>1 928 020</b>	<b>1 597 954</b>

<b>RECETTES (en €)</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
Subventions	387 878	200 830	375 081	804 205	275 029	30 259
Emprunts	339 750	0	256 999	374 594	140 126	0
TVA	342 813	320 744	174 643	75 573	0	7 399
Opérations d'ordres	1 269 225	1 196 474	1 005 158	906 469	929 155	1 039 894
Autofinancement	1 047 846	171 666	509 702	418 122	479 045	807 683
<b>TOTAL Recettes</b>	<b>3 387 512</b>	<b>1 889 714</b>	<b>2 321 583</b>	<b>2 578 963</b>	<b>1 823 355</b>	<b>1 885 235</b>

<b>EXPLOITATION</b>						
<b>DEPENSES (en €)</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016 (HT)</b>	<b>2017</b>
Charges Générales	636 471	623 528	600 702	711 920	507 857	505 427
<i>Dont électricité</i>	<i>175 595</i>	<i>186 042</i>	<i>183 179</i>	<i>198 078</i>	<i>164 487</i>	<i>177 296</i>
<i>Dont Réactifs</i>	<i>110 281</i>	<i>105 697</i>	<i>105 622</i>	<i>106 005</i>	<i>74 676</i>	<i>78 411</i>
<i>Dont Entretien</i>	<i>100 423</i>	<i>101 131</i>	<i>101 879</i>	<i>184 761</i>	<i>113 094</i>	<i>97 587</i>
<i>Dont Maintenance</i>	<i>28 710</i>	<i>15 889</i>	<i>35 412</i>	<i>46 461</i>	<i>17 939</i>	<i>11 740</i>
<i>Dont Traitement SP*</i>	<i>93 641</i>	<i>94 736</i>	<i>95 769</i>	<i>93 935</i>	<i>53 328</i>	<i>66 609</i>
Charges de Personnel	131 914	135 508	153 536	171 774	236 194	222 021
Autres charges	135 038	127 596	155 325	104 856	122 125	124 542
<b>TOTAL Charges réelles</b>	<b>903 423</b>	<b>886 632</b>	<b>909 563</b>	<b>988 550</b>	<b>866 176</b>	<b>851 990</b>
Charges financières	76 122	52 214	51 076	49 827	52 407	50 989
Amortissements	853 745	880 683	830 514	846 996	925 408	976 037
Charges exception.	0	0	4 743	0	3 337	618
Provisionnement	100 000	100 000	0	0	0	0
<b>TOTAL Dépenses</b>	<b>1 933 290</b>	<b>1 919 529</b>	<b>1 795 896</b>	<b>1 885 373</b>	<b>1 847 328</b>	<b>1 879 634</b>

\*SP : Sous Produits (Transport et Epannage des boues, Evacuation de Sables, refus de dégrillage et déchets de laboratoire, Analyses réglementaires)

RECETTES (en €)	2013	2014	2015	2016	2017
Redevances et ventes	1 228 753	1 262 478	1 317 242	1 474 271	1 676 940
Primes et subventions	339 849	448 013	609 909	179 706	240 404
Produits de gestion	40 393	56 138	73 913	50 062	40 890
Rbsmt Chg Personnel	0	0	7 652	8 147	8 882
<b>TOTAL Recettes réelles</b>	<b>1 608 995</b>	<b>1 766 629</b>	<b>2 008 716</b>	<b>1 712 186</b>	<b>1 967 116</b>
Reprises Subventions	391 694	403 704	403 141	418 250	456 275
Produits exceptionnels	4 707	31 865	2 076	2 180	136 896
<b>TOTAL Recettes</b>	<b>2 005 396</b>	<b>2 202 198</b>	<b>2 413 933</b>	<b>2 132 616</b>	<b>2 560 287</b>

### Répartition 2017 des taxes et redevances

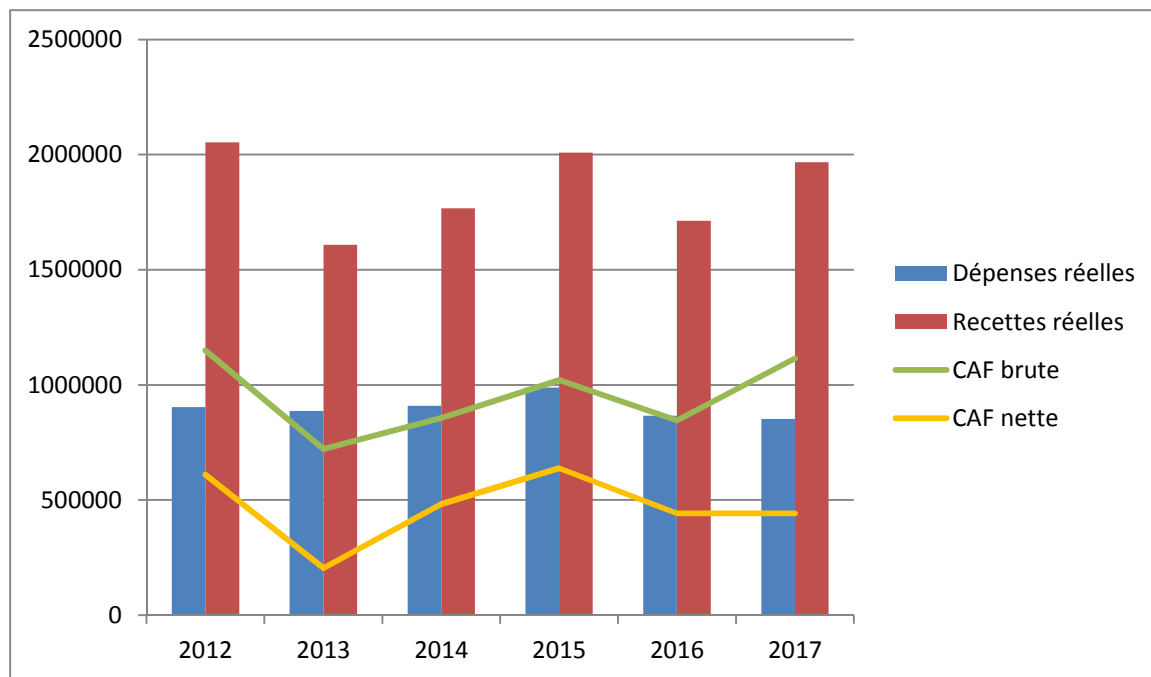
Recette	Montant € HT
Reversement Redevance	1 483 562
Redevance (en régie)	98 052
Redevance Agence de l'Eau	15 648
Contrôles Branchements	79 678

RESULTAT (en €)	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Résultat d'Investissement NET	40 030	-1 014 555	182 199	1 112 578	-104 666	287 281
Résultat d'Investissement CUMULE	-201 866	-1 216 421	-1 033 622	-78 955	-181 225	125 268
Résultat d'exploitation NET	601 802	85 867	406 302	528 560	297 410	621 273
Résultat d'Exploitation CUMULE *	1 545 796	1 459 998	1 440 879	1 537 371	486 325	1 156 856

\* déduction faite de l'autofinancement éventuel

\* Pour l'exercice 2016, les résultats cumulés incluent les résultats cumulés du SITE de l'exercice précédent mais aussi les résultats de clôtures du SIVULPA (Communes de La Boissière, La Houblonnière et Le Pré d'Auge) au 1<sup>er</sup> janvier 2016, date de leur adhésion au SITE.

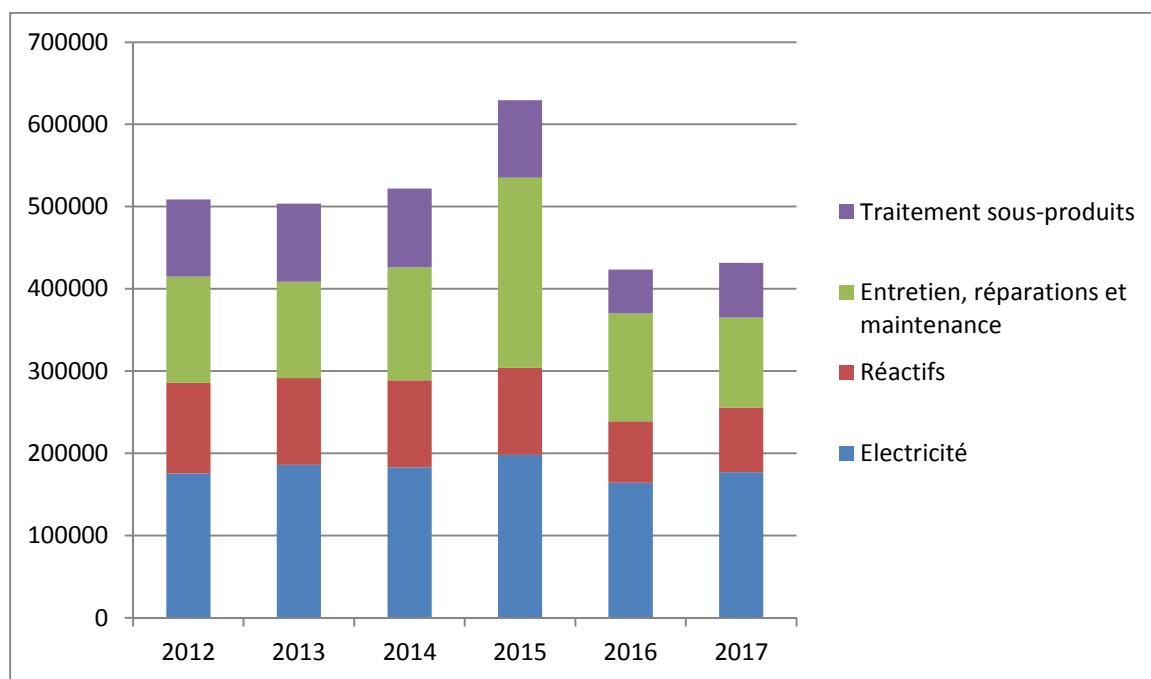
\* Pour l'exercice 2017, les résultats cumulés incluent les résultats cumulés du SITE de l'exercice précédent mais aussi les résultats de clôtures du SICTEC (Communes de Cambremer et Saint Laurent du Mont) au 1<sup>er</sup> janvier 2017, date de leur adhésion au SITE



L'Épargne brute sur l'exercice 2017 est de 1 115 126 €.

La Capacité d'Autofinancement Nette, c'est-à-dire, l'Épargne brute déduite des remboursements d'emprunts, est de 658 423 €.

**Evolution des principaux frais de fonctionnement de la station d'épuration**



Les charges de traitement sont maîtrisées en raison des études énergétiques et environnementales qui ont permis d'affiner les réglages de fonctionnement de la station.

En 2015, la forte augmentation des coûts d'entretien, de réparation et de maintenance de la station d'épuration est la conséquence du vieillissement des équipements.

En 2016, la diminution est la conséquence de l'assujettissement à la TVA. Les montants budgétaires sont alors hors taxes.

### **D1c - Orientations budgétaires 2018**

- Extension du réseau Eaux Usées à Firfol
- Reprise en gestion directe des réseaux Eaux Usées raccordés à la station d'épuration de Lisieux : Création de 2 ou 3 postes (clientèle, technicien...)